

COMMUNIQUÉ



À l'instar de millions d'Algérien-ne-s, nous soutenons le mouvement de contestation citoyenne qui s'est affirmé depuis le 22 février 2019. Face à l'impasse qui se profilait à l'approche des échéances électorales alors imminentes, c'est presque à l'unanimité que nos concitoyen-ne-s ont manifesté l'exigence d'une profonde transformation de nos modes de gouvernance.

La cohésion et la solidarité qui ont caractérisé les manifestations organisées chaque vendredi à travers le pays, sont une preuve de plus que la société civile algérienne guérit de ses traumatismes. Elle réinvestit les rues, les places, les villes, symboles d'un espace public reconquis. Elle les entretient et les préserve également. Elle scande aujourd'hui haut et fort sa vision et ses projets pour le pays, balayant le cynisme et la passivité dont elle a injustement été taxée durant des décennies. Aujourd'hui, les Algérien-ne-s adressent un message sans appel à nos gouvernants et au monde : c'est à cette société civile qu'il faut confier les rênes du pays.

Cette mobilisation collective est un appel à plus de participation directe de la société civile aux décisions qui affectent son quotidien. Cela implique de donner plus de pouvoir aux échelons de gouvernance locale. Cela exige aussi plus de transparence institutionnelle, à commencer par les orientations de projets urbains, l'attribution de prérogatives de conception, l'allocation de budgets.

Comme en témoigne la subtilité des slogans entonnés par les manifestant-e-s, entre critique acérée et dérision aigre-douce, notre société est prête à écrire une nouvelle page de son histoire. Les forces vives de la société civile algérienne ont entamé ce chantier bien avant le 22 février 2019. C'est cette conviction même qui guide notre action.